



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'INDRE

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement du Centre

Châteauroux, le 28 septembre 2015

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSEES – CARRIERES

IMERYS CERAMICS France

Commune de LUREUIL

**Demande d'autorisation d'exploiter
une carrière d'argiles
(renouvellement et extension)**

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par lettre en date du 8 août 2012, Monsieur Michel KYRE, Directeur des exploitations Argile France, agissant au nom de la SAS IMERYS CERAMICS France, dont le siège social est situé au 154 rue de l'Université à PARIS (75007), sollicite l'autorisation d'exploiter, pour une durée de 20 ans, une carrière d'argiles aux lieux-dits « Les Essarts des Bruyères », « Les Bruyères des Landes » et « Les Amandiers » sur le territoire de la commune de LUREUIL, au droit des parcelles cadastrées ZN n° 15, ZL n° 34-35 et 36 pp, C2 n° 207 pp, D3 n° 707 pp et des chemins ruraux n° 28, 39 et 41, représentant une superficie totale de 19 ha 51 a 93 ca.

La demande présentée par la société IMERYS CERAMICS France concerne :

- l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une partie de la carrière autorisée par l'arrêté préfectoral du 24 juillet 1987 pour une superficie de l'ordre de 5,5 ha, et dont l'échéance d'autorisation arrivait au 24 juillet 2012,
- et l'extension de la carrière existante en portant la surface autorisée à 19 ha 51 a 93 ca.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé en Préfecture le 9 août 2012, complété le 5 mars 2013 et reconnu formellement recevable par l'inspection des installations classées le 7 février 2014.

Le présent rapport est rédigé en application de l'article R.512-25 du Code de l'Environnement compte tenu de cette demande, et au vu du dossier d'enquête publique ainsi que des avis des services transmis par M. le Préfet par bordereau du 21 août 2014.

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1 Nature et volume des activités

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-après.

.../...

Rubrique	Régime	Activité	Volume d'activité
2510-1	Autorisation	Exploitation de carrière	Superficie autorisée : 19 ha 51 a 93 ca Superficie exploitable : 10 ha 70 a 80 ca Production maximale : 25 000 tonnes / an Production moyenne : 15 000 tonnes / an

1.2 Description de l'établissement et historique administratif

La société IMERYS CERAMICS France est une filiale à 100 % du groupe IMERYS, entreprise spécialisée dans l'extraction et la transformation de minéraux industriels. L'activité de la branche « Matériaux céramiques » du groupe en fait un fournisseur mondial majeur de minéraux et de pâtes céramiques pour les marchés des sanitaires, de la vaisselle et des carrelages pour murs et sols.

L'autorisation d'exploiter le site des « Essarts des Bruyères » et du « Pré Blin », objet du présent rapport, a initialement été délivrée à la société CERATERA par arrêté préfectoral n° 1919 du 16 mai 1977 pour 15 ans, puis par arrêté n° 87-E-2461 du 24 juillet 1987 pour une durée de 25 ans sur des parcelles représentant une superficie de l'ordre de 31 ha.

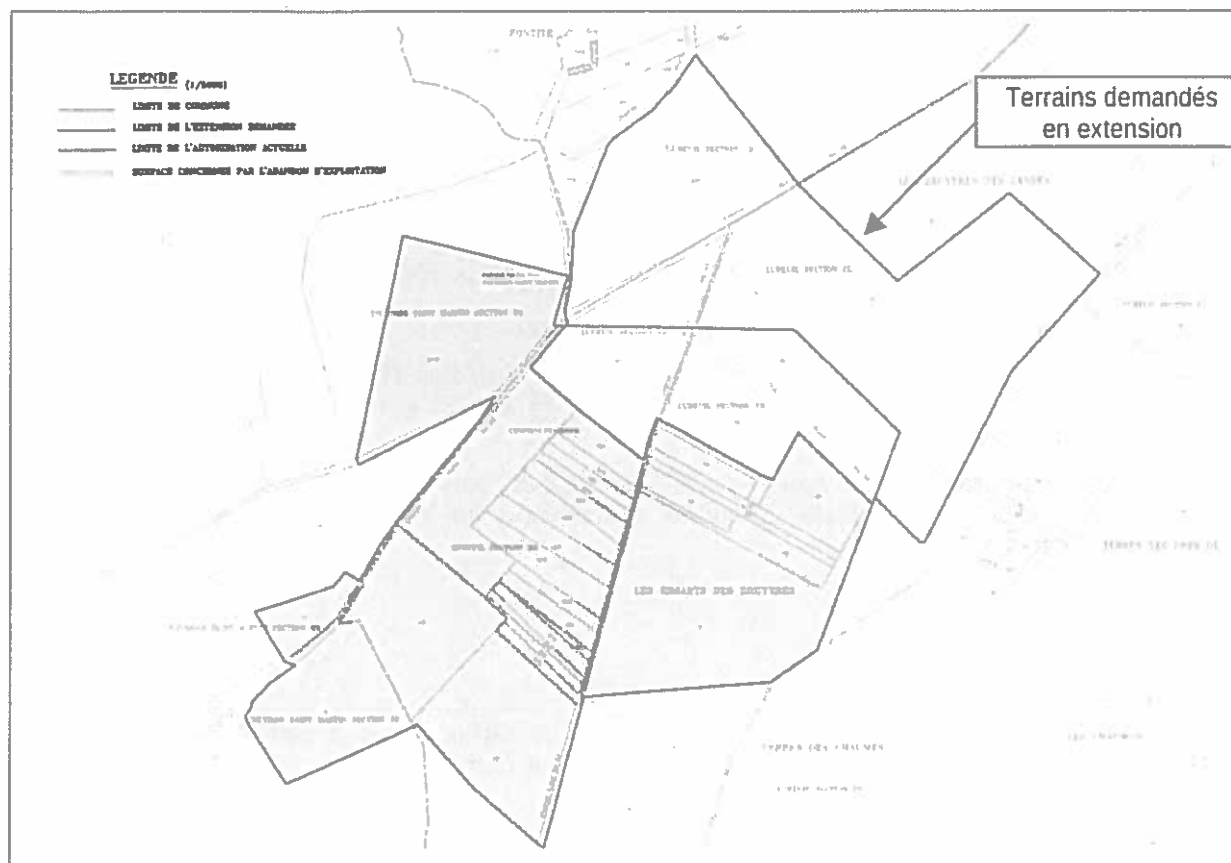
Le transfert de l'autorisation d'exploiter a été autorisé au bénéfice de la société IMERYS CERAMICS France par arrêté préfectoral n° 2008-02-0123 du 14 février 2008. L'échéance de l'autorisation y a été maintenue au 24 juillet 2012.

Une déclaration d'abandon partiel, portant sur près de 25,5 ha, a été déposée par la société IMERYS CERAMICS France le 5 juillet 2012, et le procès-verbal de récolement correspondant attestant de la conformité des travaux de remise en état a été établi le 28 novembre 2012 et transmis au Maire et aux propriétaires des parcelles concernées par courrier du 14 décembre 2012.

Les 5,5 ha restant à exploiter font l'objet de la présente demande de renouvellement et d'extension.

Six personnes seront amenées à travailler sur le site.

Cinq autres carrières d'argiles sont exploitées par la société IMERYS CERAMICS France sur le secteur dans un rayon de 10 km (quatre dans le département de l'Indre et une dans le département d'Indre-et-Loire).



1.3 Présentation de la demande

Localisation du projet

Le projet est implanté sur le territoire de la commune de LUREUIL aux lieux-dits « Les Essarts des Bruyères », « Les Bruyères des Landes » et « les Amandiers », en limite communale du territoire avec TOURNON-ST-MARTIN.

La demande concerne des terrains représentant une superficie totale de 19,5 ha dont 10,7 ha environ sont exploitables compte tenu des délaissés d'exploitation.

Le projet est situé dans une plaine agricole en bordure ouest du Parc Naturel de la BRENNE, à 2,5 km au sud-ouest du bourg de LUREUIL.

Les abords et les terrains demandés en extension, situés au nord-est de l'excavation existante, sont occupés par des terrains agricoles (prairies, cultures) et quelques boisements (haies, bosquets).

L'habitat, peu présent dans le secteur, est constitué du hameau de « Fontité » à 100 mètres au nord-ouest du projet et celui des « Amandiers » à 150 mètres au nord (voir le plan de localisation).

Nature du gisement

Le gisement exploitable est constitué d'argiles kaoloniques homogènes de couleur noire destinées à l'industrie céramique.

Ce gisement a la particularité de présenter certaines caractéristiques céramiques bien particulières, notamment d'améliorer la résistance mécanique et la blancheur du tesson.

L'épaisseur moyenne exploitable du gisement est estimée à 2 mètres en moyenne (2,5 mètres au maximum) représentant 200 000 m³ de gisement exploitable (soit environ 350 000 tonnes).

L'autorisation demandée porte sur une durée d'exploitation de 20 ans.

La production annuelle prévue est de 15 000 tonnes en moyenne, et de 25 000 tonnes au maximum.

Accès

L'accès au site est déjà aménagé. Il s'effectue à partir de la route départementale RD 6 (reliant TOURNON-ST-MARTIN à MEZIERES-EN-BRENNE) par un chemin rural (chemin de FONTITE à PAZEREUX).

1.4 Conduite de l'exploitation

Découverte du terrain

Les travaux de décapage et de découverte seront réalisés par campagnes au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation. Les opérations de décapage ne concerneront que les terrains demandés en extension, ceux en renouvellement étant déjà décapés.

La découverte des stériles sera réalisée à la pelle mécanique sur une épaisseur moyenne de 7 mètres.

Les terres végétales et les stériles de découverte seront :

- soit temporairement stockés en limite de la zone en cours d'extraction sous forme de merlons de 2 mètres de hauteur dans l'attente de leur réutilisation pour la remise en état ;
- soit directement utilisés pour le remblayage du vide de fouille ou directement régalez sur une zone en cours de remise en état pour ce qui concerne la terre végétale.

Extraction du gisement

L'extraction de la couche d'argiles, correspondant au gisement exploitable, sera effectuée en fouille sèche sur 2 fronts à l'aide d'une pelle mécanique, sur une épaisseur moyenne de 2 mètres (2,5 mètres au maximum), par campagnes de 3 à 4 mois par an.

La plan de phasage d'exploitation est annexé au projet d'arrêté.

Traitement et destination des matériaux

Les matériaux extraits seront directement acheminés par camions vers le site de stockage et de transformation distant de 6 km environ et situé à TOURNON-ST-PIERRE.

Remise en état du site

La remise en état consiste en un remblayage partiel de l'excavation à l'aide des stériles d'exploitation (la dénivellation avec le terrain naturel ne devant pas excéder 1,5 mètre).

Un sol sera reconstitué par régalage de la terre végétale décapée en vue d'un retour à un usage agricole. La remise en état sera coordonnée à l'avancement des travaux d'extraction.

Un plan d'eau sera également aménagé, correspondant au déplacement du deuxième plan d'eau qui aurait dû être créé lors de la précédente période d'autorisation. Celui-ci sera alimenté par les eaux météoriques de ruissellement du site et présentera les caractéristiques suivantes : une superficie d'au moins 1,5 ha, une profondeur de 4 à 8 mètres, une forme géométrique non régulière, des pentes douces (de l'ordre de 20 à 30 %), et des arbres, d'essences locales, y seront plantés aux abords.

Des haies, constituées d'essences d'arbres et d'arbustes locales, seront implantées en limite parcellaire du site dès la première phase quinquennale afin de maintenir le fonctionnement écologique de la zone.

Les chemins ruraux seront enfin remis en état à l'identique de ce qu'ils étaient avant l'exploitation.

L'ensemble de ces dispositions est repris dans le projet d'arrêté et le plan de remise en état y est également annexé.

1.5 Servitudes

Documents d'urbanisme

Le territoire de la commune de LUREUIL n'est pas couvert par aucun document d'urbanisme.

Captages d'alimentation en eau potable

Le site est situé en dehors de tout périmètre de protection d'un captage d'eau potable. Le forage d'alimentation en eau potable le plus proche est celui de LUREUIL situé à 2,5 km du site.

Patrimoine naturel

Le projet d'extension est situé dans le Parc Naturel Régional de la Brenne. Néanmoins, au regard des conclusions de l'étude réalisée par la Chambre d'Agriculture de l'Indre, la zone demandée en extension n'est pas concernée par des terrains dont les sols appartiennent à la classification des zones humides au titre des critères pédologiques.

Plusieurs espaces naturels répertoriés pour leur intérêt régional, national ou européen (ZNIEFF, ZPS, ZSC, Natura 2000) sont recensés aux alentours du site. Ces espaces sont tous situés à plus de 2 km du site.

Servitudes techniques

Il n'y a pas d'ouvrage de transport de gaz ou d'électricité dans le périmètre du projet ni à proximité, et aucune autre servitude technique n'est recensée aux abords du projet.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1 Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis, le 2 mai 2014, un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter qui a été joint au dossier lors de l'enquête publique.

Cet avis a conclu que l'examen des effets du projet sur l'environnement, la justification quant à la prise en compte des objectifs de protection de l'environnement, la définition des mesures de suppression ou de réduction des incidences du projet sur l'environnement, sont représentatifs et en relation avec l'importance des risques engendrés, à l'exception des « enregistrements sonores présentés en annexe de l'étude d'impact [qui] auraient toutefois mérités d'être plus explicites ».

En réponse à cet avis, la société IMERYS CERAMICS France a apporté, en date du 12 mai 2014, des éléments complémentaires qui ont été joints au dossier mis à l'enquête publique.

2.2 Enquête publique

Prescrite par arrêté préfectoral du 7 mai 2014, elle s'est déroulée du 6 juin 2014 au 7 juillet 2014 inclus, sur le territoire des communes de DOUADIC, LUREUIL, POULIGNY-ST-PIERRE, PREUILLY-LA-VILLE et TOURNON-ST-MARTIN après publications légales de l'avis dans la presse et affichage en mairies et sur le site.

Le commissaire enquêteur a fait connaître que seule une personne s'est présentée à la mairie de LUREUIL consulter les dossiers et que celle-ci a porté au registre d'enquête ses préoccupations relatives :

- à la sécurité du site d'exploitation,
- au risque de pollution des eaux souterraines,
- aux nuisances sonores et aérologiques,
- au maintien de la viabilité du chemin d'accès notamment en période hivernale.

Le procès-verbal d'examen des registres des communes concernées par l'enquête publique du commissaire enquêteur a été notifié le 8 juillet 2014 au pétitionnaire.

2.3 Réponses apportées par le pétitionnaire

La société IMERYS CERAMICS France a transmis un mémoire en réponse aux observations formulées. S'agissant essentiellement de points de vigilance, le pétitionnaire s'est attaché à rappeler et confirmer les éléments du dossier, à savoir:

➤ Sécurité du site d'exploitation :

Concernant la sécurité de la population avoisinante, la société IMERYS CERAMICS France rappelle que des merlons seront implantés sur la périphérie du site tel que prévu au dossier et indique néanmoins étudier la possibilité de renforcer cette disposition par une clôture supplémentaire en limite nord-est du secteur.

➤ Risque de pollution des eaux souterraines :

La société IMERYS CERAMICS France prend note de l'existence du forage mentionné dans le registre d'enquête.

➤ Nuisances sonores et poussières :

La société IMERYS CERMAICS France confirme ses horaires de fonctionnement (à savoir en journée et en semaine) sous forme de campagnes n'excédant pas 3 à 4 mois par an.

➤ Maintien de la viabilité du chemin d'accès :

Concernant le maintien de la viabilité du chemin d'accès (chemin rural de Fontité à Pazereux), la société IMERYS CERAMICS France indique poursuivre son entretien, y compris en période hivernale, comme cela a toujours été le cas lors de la précédente période d'autorisation.

2.4 Avis du Commissaire Enquêteur

Dans ses conclusions en date du 15 juillet 2014, annexées à son rapport, le Commissaire Enquêteur délivre un avis **FAVORABLE** sans réserve au projet présenté par la société IMERYS CERAMICS France, assorti d'une recommandation relative à la poursuite du dialogue avec les quelques riverains proches, principalement lors de chaque transition quinquennale.

2.5 Avis des conseils municipaux

Au jour de la rédaction du présent rapport, seules les délibérations des conseils municipaux des communes de LUREUIL, PREUILLY-LA-VILLE et POULIGNY-ST-PIERRE, en date respectivement des 18 juin 2014, 20 juin 2014 et 22 juin 2014, ont été reçus.

Tous ont émis un avis **FAVORABLE**, sous réserve, pour ce qui concerne la commune de LUREUIL, que la société IMERYS CERAMICS France assure la réparation des dégâts qui pourraient être occasionnés sur les voies empruntées.

2.6 Avis des services consultés

Les services consultés, pour avis ou pour information, en application de l'article R. 512-21 du Code de l'Environnement ont émis les observations suivantes :

➤ DDT (Direction Départementale des Territoires – Service Eau Environnement et Forêt))

Il n'a pas été reçu d'observation à la date du présent rapport.

➤ *SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours)*

Avis favorable au projet en date du 27 juin 2014 sous réserve du respect des dispositions suivantes :

- doter l'installation de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques,
- tenir à jour et porter à la connaissance des utilisateurs de la carrière les consignes de sécurité,
- disposer d'un moyen d'alerte sur des services de secours en cas de présence de personnel,
- assurer la formation aux gestes de premiers secours du personnel,
- maintenir l'accessibilité au plan d'eau contigu à l'exploitation pour l'alimentation des engins d'incendie.

Ces dispositions sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint au présent rapport.

➤ *DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles)*

- *Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine de l'Indre*

N'émet pas d'observation particulière dans son courrier du 28 mai 2014.

- *Service Régional de l'Archéologie*

Indique, par retour de courrier en date du 14 mai 2014, que le projet ne fera pas l'objet de prescriptions archéologiques.

➤ *INAO (Institut National de l'Origine et de la Qualité)*

Avis favorable en date du 16 mai 2014 considérant que l'activité projetée n'aura aucune incidence sur les AOP (Appellation d'Origine Protégée) et les IGP (Indication Géographique Protégée) concernées.

3. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1 Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

3.1.1 Protection des eaux

Aucune installation de traitement ou de lavage n'étant prévue sur le site, il n'y aura aucune consommation ni aucun prélèvement d'eau.

Les eaux de ruissellement du site seront collectées et acheminées vers des bassins de décantation. Les eaux ainsi collectées seront ensuite dirigées vers l'étang situé au sud du projet.

Concernant la protection contre le risque de pollution accidentelle des eaux (souterraines et superficielles), les mesures suivantes seront mises en place :

- aucun stockage de carburant ni aucune opération d'entretien (réparation, vidange, lavage...) ne sera effectué sur le site ;
- le ravitaillement des engins sera effectué au-dessus d'un dispositif anti-égouttures (bac mobile de capacité 500 L au minimum) permettant de récupérer les égouttures mais également le volume contenu dans un flexible en cas de rupture de celui-ci ;
- des produits absorbants (de type kit anti-pollution) seront mis à disposition dans tous les engins.

Aucun apport de matériaux extérieurs ne sera utilisé pour le remblayage de la carrière. Les matériaux utilisés pour le remblayage seront donc strictement inertes, s'agissant des matériaux de découverte exclusivement.

Enfin, afin de permettre la surveillance de ces mesures de protection, un suivi quantitatif et qualitatif des eaux sera effectué en sortie des bassins de décantation.

L'ensemble de ces dispositions est repris dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint au présent rapport.

3.1.2 Prévention et protection contre les envois de poussières

La nature même des matériaux limitera les émissions importantes de poussières lors des travaux d'extraction et de découverte.

Les opérations de décapage (opérations les plus génératrices de poussières) seront effectuées sur des surfaces réduites, en dehors des périodes de sécheresse et de vents forts.

En complément, la société IMERYS CERAMICS France prévoit de prendre des mesures relatives à la circulation des engins, à savoir :

- limiter la vitesse des engins à 30 km/h à l'intérieur du site,
- entretenir la piste d'accès,
- humidifier le cas échéant.

L'ensemble de ces dispositions est fixé dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint au présent rapport.

3.1.3 *Prévention des nuisances sonores*

Le site fonctionnera du lundi au vendredi de 7h30 à 17h lors des campagnes d'extraction (estimées à une vingtaine sur 3 à 4 mois par an) et le matériel utilisé est conforme à la réglementation en vigueur en matière de bruit.

Néanmoins, ces dispositions seront complétées par :

- la mise en place d'un merlon périphérique de 2 mètres de hauteur minimum, renforcé au nord de l'extraction (aux abords de l'habitation « Les Amandiers ») sur une hauteur de 3 ou 4 mètres,
- l'entretien régulier des voies de circulation internes afin d'éviter les ornières génératrices de bruit (notamment lors du passage des bennes à vide),
- la limitation de la vitesse des engins dans l'enceinte du site.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint au présent rapport prescrit la vérification régulière de l'efficacité de ces dispositions par la réalisation d'un contrôle des niveaux sonores dans l'environnement du site dans les six mois suivants sa notification, puis tous les trois ans.

3.1.4 *Protection de la faune et de la flore*

Le réaménagement coordonné à l'avancement des travaux, tel que prévu par la société IMERYS CERAMICS France, permet, d'une façon générale, de limiter les impacts sur les milieux naturels, la faune et la flore, les surfaces dérangées étant de fait limitées.

Concernant plus particulièrement la flore, aucune espèce protégée n'a été notée sur l'emprise du projet. Seules deux zones, une friche et une prairie améliorée, présentent des enjeux modérés à l'intérieur du périmètre du projet.

Le projet nécessite toutefois l'arrachage de 320 mètres de haies. Celui-ci sera compensé par la replantation de 580 mètres linéaires en essences locales à la périphérie de la carrière, afin de conserver le fonctionnement écologique de la zone. Cet arrachage sera effectué à la fin de l'été ou au début de l'automne.

Quant à la faune, aucune des espèces observées n'est estimée sensible, à l'exception de l'Oedicnème criard, nicheur possible sur la zone, mais non certain. Les zones humides et les boisements situés en périphérie du site abritent cependant quelques espèces protégées.

Afin de limiter l'impact sur l'avifaune présente sur le site, l'arrachage des boisements, de même que les opérations de décapage, s'effectueront durant l'hiver (en dehors des périodes de nidification et d'élevage des jeunes, habituellement observées de début mars à fin juillet).

Dans le cadre des opérations de réaménagement du site, la société IMERYS CERAMICS France prévoit également la création d'un plan d'eau de faible surface avec des pentes douces, favorable à l'implantation d'une faune (amphibiens essentiellement) et d'une flore variées.

En complément, la société IMERYS CERAMICS France s'engage à gérer la zone humide (plan d'eau aménagé résultant de la précédente période d'autorisation) en :

- maintenant l'ouverture autour du plan d'eau (conservation d'une végétation herbacée favorable à la reproduction des amphibiens et à la nidification du Petit Gravelot),
- procédant à l'élimination des carpes (prédatrices des œufs et des larves d'amphibiens) présents dans le plan d'eau existant.

Ces dispositions sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint au présent rapport.

3.1.5 *Préservation des paysages*

Les mesures d'intégration paysagère lors de la phase d'exploitation prévues par la société IMERYS CERAMICS France sont les suivantes :

- replantation de haies paysagères en périphérie du projet,
- mise en place d'un merlon à l'avancement d'une hauteur de 3 à 4 mètres au nord, en complément des merlons périphériques.

D'autre part, de même que pour la faune et la flore, la remise en état coordonnée à l'avancement des travaux permettra de limiter la surface en chantier et le stockage des terres de découverte, et ainsi l'impact sur le paysage.

3.1.6 Garanties financières

Les garanties financières sont destinées à permettre la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation en cas de défaillance de l'exploitant.

Le montant est déterminé selon les règles de calcul définies dans l'arrêté du 9 février 2004 modifié en prenant comme référence les indices TP01 de mai 2009 (616,5) et de septembre 2014 (700,5).

Au jour de l'autorisation, il y aura 20 années d'exploitation à garantir, qui comprendront 4 périodes de 5 ans.

A chaque période quinquennale correspond un montant de garanties financières représentant le coût maximal de la remise en état du site au sein de cette période.

Périodes	S1 (ha) (C1 = 15 555 € / ha)	S2 (ha) (C2 = 34 070 € / ha)	S3 (ha) (C3 = 17 775 € / m)	TOTAL en € (TTC) ($\alpha = 1,14$)
1	0,145	3,2124	0,9092	145 753 €
2	0,180	2,5200	1,1136	123 626 €
3	0,200	2,8341	0,9134	132 122 €
4	0,270	2,5500	0,7400	119 019 €

S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces découvertes et des surfaces en exploitation diminuée des surfaces remises en état.

S3 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire du périmètre d'extraction par la profondeur moyenne diminuée des surfaces remises en état.

3.2 Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

La hauteur de stockage des terres végétales est limitée à 2 mètres afin de préserver leur qualité agronomique.

4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Ainsi, considérant

- que le site est opérationnel et que l'accès existe déjà s'agissant d'un renouvellement ;
- que les conditions d'exploitation passées n'ont pas été sujettes à observation de la part des riverains ;
- que les terrains sont situés en dehors de tout périmètre de protection, dans un secteur rural où l'habitat est dispersé et peu présent aux abords de la carrière ;
- que l'étude jointe au dossier montre que les terrains exploitables demandés en extension ne présentent pas de sensibilité particulière vis-à-vis de la flore et de la faune ;
- que le dossier de demande d'autorisation a fait l'objet de la procédure réglementaire complète d'instruction telle que prévue aux articles R. 512-2 à R. 512-24 du Code de l'Environnement, et notamment une enquête publique qui n'a pas fait apparaître d'opposition au projet ;
- que les avis et observations des services consultés ont été repris dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- que les mesures proposées par la société IMERYS CERMAICS France dans son dossier de demande d'autorisation, complétées des dispositions prévues par le projet d'arrêté préfectoral sont de nature de prévenir à prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;
- que la société IMERYS CERAMICS France détient, par contrat de forage, les droits exclusifs d'extraction sur les terrains concernés par le projet ;

Le service instructeur émet un avis FAVORABLE à cette demande d'autorisation.

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de l'Indre d'autoriser le renouvellement et l'extension de la carrière projetés par la société IMERYS CERMAICS France sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation annexé au présent rapport.

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-25 du Code de l'Environnement, ce projet doit être soumis à l'avis des membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (formation « Carrières ») auxquels l'inspection des installations classées propose également de considérer favorablement cette demande.

L'inspecteur des installations classées

Signé

Pièces jointes : Plan de localisation
Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation

PLAN DE LOCALISATION

